

60 – Compiègne – Ancienne chapelle anglicane

Origine de propriété

(Dossiers 6 et 2) :

1/ Propriétaire actuel au vu de la matrice cadastrale :

Eglise Evangélique Baptiste de la Vallée de l'Oise

2/ Chaînon manquant :

Transfert de la Fédération des Eglises Evangéliques Baptistes de France à l'Eglise Evangélique Baptiste de la Vallée de l'Oise

3/ Du chef de la Fédération des Eglises Evangéliques Baptistes de France :

28 novembre 1986

Vente par l'association de droit anglais « Intercontinental Church Society »

4/ Du chef de l'association de droit anglais « Intercontinental Church Society » :

18 juillet 1986

Notoriété acquisitive par suite du changement de dénomination de diverses associations de droit anglais.

Il y est déclaré que les diverses associations et en dernier lieu l'association « Intercontinental Church Society » possèdent l'immeuble 6 bis avenue Thiers depuis l'année 1947.

Par ailleurs, il y est déclaré qu'aux termes d'un bail en date à Paris du 31 octobre 1952 entre « The Colonial and Continental Church Society » et la Fédération des Eglises Evangéliques Baptistes de France, ledit immeuble est donné à bail pour une année à compter du 1^{er} juillet 1952, mais renouvelable par tacite reconduction.

5/ Origine antérieure :

La chapelle est édifée par Maria Jane Bowes Lyon sur des parcelles non bâties, *notamment* « Par contrat devant Me Durand, Notaire à Compiègne, le 1^{er} novembre 1866, M. Louis-Adolphe Buffard, avocat, et Mme Adèle-Cécile-Louisa Poulet, son épouse, demeurant à Paris, rue Geoffroy-Lasnier, 22, vendirent un terrain, moyennant 14.772 F, à l'Honorable Maria-Jane Bowes Lyon, veuve de l'Honorable Russell Barrington, demeurant au château de Helton (*sic*), comté de Durham, et résidant à Compiègne. Le terrain ainsi vendu se composait d'un jardin de 715 mètres et d'une portion de jardin de 486 mètres.

Eric GEORGIN, « L'église anglicane de Compiègne, de sa construction à sa restauration (1867-1927) » (Dossier 2), note 16, citant Jacques Mermet, journaliste et directeur du Progrès de l'Oise

Les actes ayant probablement disparu, la chaîne de propriété jusqu'en 1947 n'est pas connue